

Contribution d'iBASIS France à la consultation publique de l'Arcep sur l'établissement du plan national de numérotation et de ses règles de gestion

7 décembre 2021 – 18 février 2022

iBASIS France remercie l'Arcep de lui donner l'opportunité de répondre à sa consultation publique sur l'établissement du plan national de numérotation et ses règles de gestion laquelle a pour objet de mettre à jour la décision n°2018-0881 modifiée actuellement en vigueur.

iBASIS France a souhaité répondre à certaines questions (et non pas à l'ensemble de la consultation), questions qu'elle a sélectionnées et reprises dans le présent document pour y insérer ses réponses.

Question 1. Que pensez vous de la restriction de l'utilisation des numéros mobiles à des fins uniquement interpersonnelles ?

iBASIS France a pris note de la volonté de l'Arcep d'empêcher que des numéros mobiles soient utilisés pour des services de communications électroniques interpersonnels non fondés sur la numérotation pour y associer un centre de relation clientèle, ce qui est prohibé. iBASIS France s'interroge sur la mise en œuvre de cette prohibition et notamment sur son contrôle qui lui semble nécessaire pour qu'une telle prohibition soit bien respectée par l'ensemble des opérateurs concernés.

Il est entendu qu'un usage interpersonnel dans les limites de la durée minimale d'affectation, doit être autorisé.

Question 3. Que pensez-vous des conditions d'éligibilité à l'attribution de numéros mobiles utilisés à « titre secondaire » telles que précisées par la présente décision ?

iBASIS France a pris note de la volonté de l'Arcep de limiter les fraudes reposant sur l'utilisation de ressources en numérotation, en particulier *via* l'affectation de numéros mobiles à titre secondaire à des utilisateurs situés en dehors du territoire français. iBASIS France s'interroge sur la mise en œuvre de cette prohibition et notamment sur son contrôle qui lui semble nécessaire pour que lesdites conditions d'éligibilité soient bien respectées.

D'autre part, les conditions d'éligibilité sont à clarifier : la notion d'« *utilisateurs finals justifiant de liens stables impliquant une présence fréquente et significative sur le territoire national* » est trop générale et pas assez précise.

Enfin, la notion d'infrastructure technique autorisée qu'il est nécessaire de fournir pour être éligible est à expliciter.

Question 4. Comment les opérateurs qui exploitent des numéros mobiles utilisés à titre secondaire peuvent-ils, selon vous, assurer une localisation fiable de l'utilisateur, afin de garantir le respect de la condition de territorialité et le bon acheminement des communications d'urgence ?

Les informations de localisation, détenues soit par l'exploitant technique de la ligne principale, soit par les OTTs s'ils y ont été autorisé par l'utilisateur, doivent être librement accessibles à l'opérateur qui exploite le numéro secondaire afin d'assurer une localisation fiable de l'utilisateur.

Question 5. Que pensez-vous de la création de la catégorie des numéros polyvalents utilisables pour les échanges avec une plateforme technique ?

La création de la catégorie des numéros polyvalents utilisables pour les échanges avec une plateforme technique va permettre de clarifier l'activité de certains opérateurs (OTT et MVNO), et par suite de l'assainir.

Il convient néanmoins que cette création soit suivie de la mise en place de service d'interconnexion avec des passerelles de type SMPP permettant aux OTT et aux MVNOs d'échanger des messages textes pour communiquer vers des numéros mobiles interpersonnels à des conditions économiques satisfaisantes (et de venir en complément des solutions A2P des MNOs dont les conditions d'accès sont limitées).

Question 13. Que pensez-vous des évolutions envisagées par l'Autorité relatives aux conditions d'attribution des codes MCC-MNC d'opérateurs mobiles ?

Il convient que ces évolutions qui limitent les usages des codes MCC-MNC, soient suivies par la mise en place par les MNOs d'offres de service SMPP permettant aux MVNOs d'échanger des messages textes pour communiquer vers des numéros mobiles interpersonnels à des conditions d'accès, techniques et économiques satisfaisantes.

Limiter l'attribution des codes MCC-MNC à des « *opérateurs qui exploitent un réseau mobile ouvert au public, ou qui s'appuient sur un contrat conclu directement ou via un intermédiaire technique auprès d'un exploitant de réseau mobile pour l'accès et l'utilisation effective dudit réseau* », interdit techniquement la mise en œuvre de service de terminaison de SMS depuis l'international. Elle rend impossible la couverture exhaustive de la terminaison de SMS pour les lignes secondaires pour des opérateurs ne répondant pas aux conditions d'éligibilités exigées.

Ne pas être éligible à l'attribution de codes MCC-MNC pour un opérateur technique présente une difficulté réelle pour le trafic de SMS et crée ainsi une barrière réglementaire nouvelle pour exercer cette activité.

Question 16. Que pensez-vous de la diminution de la période maximale de gel autorisée ?

La période de gel qui était jusqu'à présent de 3 mois minimum pourrait faire l'objet d'une réduction, ce qui s'inscrit dans une politique d'optimisation dans la gestion des ressources en numérotation. Néanmoins, une période de gel trop courte pourrait faire naître de nouvelles difficultés, notamment en terme de traçabilité de l'utilisation précédente d'une ressource en numérotation.

Pour iBASIS France, la durée de gel pourrait être comprise entre trois et quatre mois (au lieu de 45 à 90 jours telle qu'envisagée). Il pourrait également être prévu de faire varier cette durée

en fonction du type de tranche concerné afin de prévoir une durée plus longue pour les tranches de numéros interpersonnels.

Question 17. Que pensez-vous de la définition d'une durée minimale d'affectation d'un numéro ?

Définir une durée minimale d'affectation d'un numéro à 12 heures (au lieu des 10 minutes actuellement prévues) nous semble être une bonne mesure notamment pour une meilleure protection du consommateur final.

Cela étant, une telle durée minimale peut se révéler contraignante notamment en terme d'immobilisation de ressources. Il pourrait être envisagée de moduler cette durée en fonction des besoins et de la prestation de services concernée.

Question 19. Que pensez-vous de la création de nouveaux préfixes de routage des numéros mobiles en métropole ?

Il apparaît qu'il existe aujourd'hui une pénurie de numéros de routage, ce à quoi l'Arcep entend répondre en créant 50 préfixes supplémentaires.

iBASIS France se félicite de la création de nouveaux préfixes de routage des numéros mobiles ce qui lui semble être une mesure adaptée pour mettre un terme à la situation de pénurie constatée.

Question 22. Que pensez-vous de la création de codes MSRN en outremer ?

En tant qu'opérateur de transport de communications en itinérance, iBASIS France a une activité d'acheminement entre les départements d'outremer et la métropole : iBASIS France ne peut que se féliciter de la création de codes MSRN en outremer qui va faciliter la gestion de l'itinérance pour ce trafic ultramarin.

Question 25. Que pensez-vous des modifications proposées des règles d'attribution ?

iBASIS France constate que les modifications proposées vont dans le sens d'une simplification des obligations à la charge des opérateurs de communications électroniques. Les téléprocédures applicables aux demandes d'attribution de ressources pourraient continuer à être simplifiées à l'avenir.

Question 26. Que pensez-vous des modifications des conditions de transfert des ressources ?

Les modifications des conditions de transfert des ressources envisagées paraissent opportunes dans la mesure où elles permettent de sécuriser les transferts.

Question 27. Que pensez-vous des modifications des conditions de restitution de ressources auprès de l'Autorité ?

Les modifications des conditions de restitution de ressources auprès de l'Autorité nous paraissent délicates à mettre en œuvre. Nous comprenons qu'il s'agit d'obtenir une garantie d'inactivité dans l'utilisation de la ressource ce qui peut en effet s'avérer nécessaire. Néanmoins, les conditions de restitution nous paraissent contraignantes et de nature à freiner la restitution effective des ressources, et par suite, de limiter le volume de ressources disponibles.

Question 29. Que pensez-vous des précisions apportées aux conditions d'éligibilité ?

Ces précisions sont en adéquation avec les règles nouvellement définies par l'Arcep et conformément à l'évolution du cadre législatif applicable notamment du fait des modifications apportées aux articles L.32 et L.44 du CPCE.

Question 30. Que pensez-vous du rétablissement envisagé des mesures d'encadrement des conditions d'utilisation des ressources en numérotation par les systèmes automatisés d'appel et d'envoi de messages ?

Question 32. Que pensez-vous de la définition des exceptions au principe d'interdiction des systèmes automatisés relatives aux caractéristiques du trafic et des précisions proposées ?

Nous comprenons que ces dispositions sont envisagées au regard des nombreuses fraudes et abus qui ont pu être constatés.